

**VILLE DE BISCHHEIM**

**RAPPORT SUR**

**LES ORIENTATIONS**

**BUDGETAIRES**

**2020**

## Préambule

La tenue du **Débat d'Orientation Budgétaire (DOB)** est un moment essentiel dans le cadre de l'élaboration budgétaire, il est obligatoire dans les communes de plus de 3500 habitants (Article L.2312-1 du Code général des collectivités territoriales, modifié par la loi N°2015-991 du 7 août 2015 – art 107).

Il est pris acte de ce débat par une délibération spécifique.

Une délibération sur le budget non précédée de ce débat est entachée d'illégalité et peut entraîner l'annulation du budget. Le débat doit avoir lieu dans les deux mois précédant l'examen du budget primitif et ne peut pas être organisé au cours de la même séance que celui-ci.

Le **Rapport d'Orientation Budgétaire (ROB)** donne aux membres du conseil municipal la possibilité de s'exprimer sur la stratégie financière de la collectivité et sur les axes majeurs de sa politique générale. Le ROB doit être transmis au représentant de l'Etat dans le département et au président de l'établissement public de coopération intercommunal dont la commune est membre. Il fait également l'objet d'une publication.

Ce rapport doit porter sur :

- les orientations budgétaires,
- les engagements pluriannuels envisagés,
- la structure et la gestion de la dette,
- la structure, les effectifs, le temps de travail et l'évolution des dépenses de personnel pour les collectivités dont la population est supérieure à 10 000 habitants

Le budget primitif 2020 s'attachera à répondre au mieux aux préoccupations des Bischheimois, tout en intégrant les contraintes liées au contexte économique et aux orientations de la Loi de Finances n° 2019-1479 du 28 décembre 2019 pour 2020 (LF).

L'exercice budgétaire 2020 sera tout d'abord marqué par le changement de mode de vote, en effet la Ville de BISCHHEIM va passer d'un vote par fonction à un vote par nature. La date du 27 février 2020 pour le DOB permet de respecter le délai de 2 mois maximum après le DOB pour un vote de budget qui pourrait avoir lieu le 23 avril 2020.

Cette modification ne peut intervenir qu'au 1<sup>er</sup> budget d'un nouveau conseil municipal, une délibération sera donc prise en ce sens conformément à l'article R2312-1 du CGCT qui précise que « *Pour l'application des dispositions prévues au premier alinéa de l'article [L. 2312-3](#), le conseil municipal délibère, dans les communes de 10 000 habitants et plus, sur le vote du budget par nature ou par fonction. Par la suite, cette délibération ne peut être modifiée qu'une seule fois, au plus tard à la fin du premier exercice budgétaire complet suivant le renouvellement du conseil municipal.* »

Toutefois, pour que ce changement puisse s'opérer, une refonte des services, des moyens et des circuits de validation a été faite courant 2019 pour passer d'une architecture de 165 services à 36 pour 2020. L'acquisition d'un nouveau module dans le logiciel des finances a permis cette transition.

## **I. Contexte général de la préparation budgétaire 2020**

La Loi de Finances pour 2020 a été promulguée le 28 décembre 2019 n°2019-1479 (JO du 29/12/2019). Cette loi vient, comme chaque année, impacter le budget des collectivités qui repose sur des projections, en matière économique et monétaire, au niveau mondial, européen et national.

### **A. Le contexte économique international et national**

Au-delà du fait que certaines grandes économies avancées sont quasiment au plein emploi, ce qui limite leurs possibilités de croissance, les tensions protectionnistes se concrétisent progressivement, faisant fléchir le commerce mondial. En particulier, la Chine et l'Allemagne ont vu leur activité nettement ralentir.

Ces incertitudes commerciales se cumulent avec les interrogations sur le Brexit mais aussi sur l'orientation des politiques économiques en Italie, en Espagne, en Allemagne et aux Etats-Unis, et peuvent générer de l'attentisme, notamment en matière d'investissement des entreprises.

La Réserve Fédérale Américaine (la FED) a baissé de 0.25 points les taux directeurs américains en juillet et en septembre 2019, la Banque Centrale Européenne (BCE) a réaffirmé en septembre dernier sa volonté de soutenir l'économie en baissant son taux de dépôt (passant de -0.40% à -0.5%) pour inciter les banques à prêter.

C'est dans ce contexte de politiques budgétaires et monétaires dit de « croissance molle » avec des taux globalement très bas et une inflation quasi inexistante que l'organisation de coopération et de développement économique (OCDE) a revu l'évolution de la croissance mondiale pour 2019 passant de 3.3% à 2.9% et estime une croissance stable à 3% pour 2020.

Le Produit Intérieur Brut (PIB) de la zone euro progresserait de 0.2% au troisième et au dernier trimestre 2019, et de 1.2% en moyenne annuelle en 2019 (après +1.9% en 2018). L'inflation en zone euro s'est établie en juillet 2019 à 1% sur un an (après 2.1% constaté sur un an en juillet 2018).

Dans ce contexte économique mondial et européen moins porteur, la croissance française résiste mieux que celle de certains de ses partenaires européens au ralentissement mondial. Cette résilience plus marquée tient avant tout à la dynamique de la demande intérieure : l'investissement des entreprises bénéficie de conditions favorables, et notamment des taux d'intérêt très bas, tandis que celui des administrations publiques est dopé par les chantiers d'infrastructure franciliens ainsi que le cycle municipal (les dépenses d'investissement des collectivités locales augmenteraient de 9.2% en 2019, après une première augmentation de 4.7% en 2018).

La consommation privée profite quant à elle du retour de la confiance des ménages en lien avec la vigueur du pouvoir d'achat (+2.3% prévu en 2019, soit le plus haut niveau depuis 2007).

Au-delà des mesures de soutien budgétaire, cette vigueur du marché intérieur reflète aussi celle de l'emploi (plus de 250 000 créations nettes d'emploi prévues sur l'année 2019, dont déjà 166 000 créations nettes constatées sur le premier semestre 2019). Cette année, les emplois aidés ne pèseraient quasiment plus sur l'évolution d'ensemble, contrairement à 2017 et 2018.

D'après l'INSEE, l'ensemble de ces éléments permettrait une croissance du produit intérieur brut (PIB) français au même rythme que les trimestres précédents (+0,3 % par trimestre). La croissance annuelle du PIB atteindrait 1.3 % en 2019, après 1.7% en 2018 et 2.3 % en 2017. Ce ralentissement traduit essentiellement le ralentissement des exportations.

Le Gouvernement, dans la loi de finances pour 2020, table sur une trajectoire de quasi stabilité de la croissance française avec une prévision de + 1.2% en 2019 et + 1.3% pour 2020, soit un niveau supérieur aux prévisions de croissance pour la zone euro, qui serait à +1.2% pour ces deux années.

L'inflation nationale serait-elle moins forte qu'envisagée puisqu'elle serait de 1.2% en 2019 contre 1.4% en 2018. Ce recul s'explique principalement par des prix de l'énergie en baisse, résultant à la fois de la baisse du prix du pétrole et de l'absence de hausse de la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TCPE) début 2019, deux facteurs qui avaient poussé les prix de l'énergie fortement à la hausse en 2018. Cette pression baissière est néanmoins en partie contrebalancée par la progression des prix de l'alimentation qui restent très soutenus, notamment en raison de la sécheresse de l'été.

Dans ce contexte, le déficit public, qui a atteint 2.5% du PIB en 2018 (et se situe sous la barre des 3% depuis 2017), est de 2.9% du PIB en 2019 et va vraisemblablement repasser au-dessus des 3% à fin 2020.

En 2018 le montant total de la dette publique s'établissait à 2 315 milliards d'euros et à fin 2019 à 2 415 milliards d'euros.

## **B. La loi de finances pour 2020 : principales mesures concernant les collectivités locales**

- La suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales,
- Les modalités de la révision des valeurs locatives des locaux d'habitation,
- L'augmentation des concours financiers aux collectivités,
- L'ajustement de la dotation de solidarité communautaire,
- Le décalage de la date d'entrée en vigueur de l'automatisation du FCTVA.

### **• La suppression de la taxe d'habitation en 2023 et sa nationalisation à compter de 2021**

L'élément le plus marquant de la loi finances pour 2020 porte sur la nouvelle architecture des ressources des collectivités, induite par la disparition programmée de la taxe d'habitation sur les résidences principales.

Pour rappel, depuis 2018, et pour 80% des ménages les plus modestes, la taxe d'habitation (TH) de la résidence principale, dont le produit bénéficie aux communes et aux établissements publics de coopération intercommunale (EPCI), fait l'objet d'un dégrèvement national. De 30% du montant en 2018, le dégrèvement est porté à 65% en 2019 pour atteindre 100% en 2020. Ce dégrèvement progressif est compensé par l'Etat, aux communes et EPCI, sur la base des taux et abattements votés en 2017.

L'article 16 de la LF pour 2020 prévoit qu'à partir de 2021, la taxe d'habitation des résidences principales pour les 20% des foyers les plus aisés (restants) sera progressivement dégrévée sur 3 ans, avec disparition complète de la TH sur la résidence

principale en 2023. **A compter de 2023, plus aucun contribuable ne paiera de taxe d'habitation au titre de sa résidence principale.**

La taxe d'habitation sur les résidences secondaires sera maintenue et renommée « taxe d'habitation sur les résidences secondaires et autres locaux meublés non affectés à l'habitation principale » (THRS).

La taxe sur les locaux vacants sera également maintenue.

Le mécanisme de compensation de la recette de TH entrera en vigueur pour 2021. Il concernera 100% de la recette, soit 23 Mds€. A cette fin, l'Etat va « nationaliser » le produit de TH versé par les 20% de contribuables les plus riches. L'Etat percevra la recette et exonèrera ces contribuables par tranches d'un tiers chaque année, jusqu'à 2023. Ainsi, il n'y aura pas « deux systèmes qui cohabitent » mais plus qu'un seul.

Même si la TH continue, pour partie, à être acquittée par certains contribuables jusqu'en 2022, dès 2021 l'impôt TH est « nationalisé », c'est-à-dire que les collectivités du bloc communal seront compensées, respectivement sous forme de foncier bâti départemental (14.5 Mds € en 2018) pour les communes, avec la mise en place d'un coefficient correcteur.

### **Les conséquences de cette réforme :**

#### 1/ Sur le pouvoir de taux du bloc communal jusqu'en 2023 :

- ✓ Taxe d'habitation sur les résidences principales : perte du pouvoir de taux (ni d'abattement) en 2020, nationalisation en 2021 puis disparition de l'impôt à compter de 2023
- ✓ Taxe sur le foncier bâti : addition des taux municipaux et départementaux pouvoir de taux du bloc communal maintenu sur la TF, y compris en 2021 (mais gel du pouvoir d'exonération et d'abattement jusqu'en 2022)
- ✓ Taxe d'habitation sur les résidences secondaires (et majoration en zones tendues) et Taxe d'habitation sur les logements vacants : Reprise du pouvoir de taux seulement en 2023
- ✓ GEMAPI et Taxe spéciale d'équipement : gel des taux en 2020 (compétence EMS)

#### 2/ Sur les indicateurs de richesses et de pression fiscale

Les indicateurs de richesse (potentiel fiscal et financier) et de pression fiscale (effort fiscal) sont utilisés dans toutes les composantes de la dotation globale de fonctionnement communale (DGF), de la dotation de solidarité communautaire (DSC) mais également dans l'octroi des différentes aides et subventions des partenaires type dotation des territoires ruraux (DETR) et dotation politique de la Ville (DPV).

La suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales va donc induire la disparition quasi intégrale de la part taxe d'habitation dans le calcul du potentiel fiscal, financier et de l'effort fiscal ce qui entrainera une évolution soit à la hausse soit à la baisse du potentiel fiscal et aura donc un impact sur l'attribution ou non des recettes.

#### **Pour mémoire :**

**Potentiel fiscal** = bases brutes n-1 (TH+TF+TFNB+CFE) x taux moyen nationaux de ces 4 taxes

**Potentiel financier** = potentiel fiscal + DGF perçue en -n1

**Effort fiscal** = produits des 4 taxes (bases brutes n-1 x taux communaux) / potentiel fiscal

### 3/ Sur les implantations nouvelles

Dès 2021, la compensation des collectivités sera intégrale et pérenne par l'application d'un coefficient correcteur. L'enjeu majeur de cette réforme est l'impact qu'elle va avoir sur les recettes nouvelles, 4 cas de figures :

- En cas de construction de nouvelles résidences principales le produit tiré de ces futures résidences sera moins important après la réforme qu'avant, le taux global étant inférieur à l'ancien calcul avec un taux de TH et de TF.
- En cas de construction de nouvelles résidences secondaires le produit tiré de ces futures résidences sera plus important après la réforme qu'avant, induit par le double effet taux global et taxe d'habitation maintenue.
- En cas de d'implantation de nouvelles entreprises, toute nouvelle implantation induira un surplus de produit par rapport à la situation actuelle, induit par l'effet du taux global.
- En cas de construction de nouvelles résidences principales par des bailleurs sociaux aucune nouvelle ressource fiscale ne sera générée, les bailleurs étant exonérés de droit de la TF.

Ce dernier cas pénalise fortement les communes comme Bischheim, avec un fort besoin en services à la population et aucune nouvelle recette fiscale pour couvrir les besoins de la population.

### 4/ Sur l'autonomie des communes

Cette réforme conduit donc à une limitation accrue de l'autonomie fiscale du bloc communal, le seul pouvoir de taux restant étant celui de la taxe foncière.

#### • **Les modalités de révision des valeurs locatives des locaux d'habitation**

L'obsolescence des bases, fondées sur des mesures de confort datant des années 1970, génère des situations d'iniquité face à l'impôt.

Autrement nommées "bases cadastrales", les valeurs locatives sont des valeurs auxquelles sont appliqués les taux d'imposition votés par les communes et les départements, pour le calcul des impôts locaux. Actuellement, les valeurs locatives restent calculées sur la base des conditions locatives du 1er janvier 1970. Ces valeurs sont donc obsolètes car certaines zones d'habitat se sont substantiellement améliorées alors que d'autres ont peu évolué, voire déperissé. Il y a donc urgence à les réformer.

Mais l'exécutif ne souhaite pas engager tous les chantiers en même temps, aussi la révision générale des valeurs locatives pour les locaux d'habitation ne débutera pas avant la fin de la suppression de la taxe d'habitation et n'interviendra même pas avant la fin du quinquennat. Conformément à l'article 146 de la LF à partir de 2023 l'Etat dressera un état des lieux des loyers pratiqués en France afin d'établir au plus juste les loyers de référence pour une application de la réforme en 2026.

#### • **L'augmentation des concours financiers aux collectivités**

L'enveloppe des prélèvements sur les recettes de l'État a augmenté de 323M€ par rapport à 2019. Cette variation s'explique par une augmentation du volume de l'enveloppe allouée au FCTVA (+351M€), mais également par celle des compensations d'exonérations relatives à la fiscalité locale (+124M€).

Le montant des concours financiers de l'État pour 2020 est de 13.14 Mds d'€. Le principe de financement de certaines dotations en prélevant sur d'autres enveloppes reste affirmé.

L'enveloppe de DGF s'établit à 26.9 milliards d'€, au même niveau qu'en 2019, dont 220 M€ supplémentaires dédiées à la péréquation. L'article 250 de la LF 2020 prévoit une hausse de 90 M€ de la dotation de solidarité urbaine (DSU), identique à celle de 2019, et de 90 M€ pour la dotation de solidarité rurale (même hausse qu'en 2018 et 2019). Ces hausses d'enveloppes sont financées nationalement par l'écêtement de péréquation opéré sur la composante dotation forfaitaire de la dotation globale de fonctionnement (DGF), suivant le même schéma qu'en 2018 et 2019.

- **L'ajustement de la dotation de solidarité communautaire**

La dotation de solidarité communautaire (DSC) actuellement codifié par le code général des impôts va intégrer le code général des collectivités. Cette dotation au profit des communes membres d'un EPCI, pour notre part l'Eurométropole de Strasbourg, a pour objectif de répondre à un besoin de péréquation en matière de taxe professionnelle unique. L'article 256 de la LF prévoit d'ajuster cette dotation par l'intégration de critères qui devront être définis par le nouveau conseil communautaire courant 2020, pour une mise en œuvre en 2021, les montants alloués aux communes seront donc susceptibles d'évoluer.

- **Le décalage de la date d'entrée en vigueur de l'automatisation du FCTVA**

Tout comme la loi de finances pour 2019, l'article 249 de la LF pour 2020 repousse cette automatisation. Le gouvernement doit remettre au parlement avant le 30 septembre 2020 un rapport évaluant, pour les différentes catégories de collectivités, l'impact des restrictions d'assiette d'éligibilité du FVTCA qu'induit la réforme.

### **C. Le contexte régional**

Depuis fin 2015, la zone d'emploi de Strasbourg a gagné 12 900 emplois (+6.3%), dont + 4200 emplois sur la seule année 2018.

A la fin du premier semestre 2019, le nombre d'emplois salariés privés dans la zone d'emploi de Strasbourg (qui représentent 62% des effectifs salariés du Bas-Rhin) a atteint 219 000, soit 1% de plus qu'en juin 2018. L'emploi a donc continué de progresser sur notre territoire, mais à un rythme moins soutenu qu'en 2018 (+2.2%) et inférieur à la moyenne nationale (+1.4%), freiné principalement par une baisse des effectifs intérimaires (-2.6%) et dans l'industrie (-0.5%).

Source DOB 2020 EMS

Source Gazette des Communes

Source Stratorial Présentation des dispositions de la loi de finances pour 2020



## D. Le contexte local

- **Le guichet unique** a été inauguré le 26 août 2019. Il offre aux Bischheimois de nombreux services (3 niveaux d'accueil, paiement en ligne...) et permet de faciliter le parcours des usagers en Mairie.
- **Le transfert de la petite enfance**, depuis le 1<sup>er</sup> juin 2019 le service de la petite enfance est géré par la Ville et non plus par le CCAS dans un souci de mutualisation des services et de simplification pour les usagers.
- **Le démarrage du projet de réhabilitation de l'Ecole AT HOME**, pour répondre à un double objectif démographique et fonctionnel, ce projet permettra la création de 2 classes de maternelles, 4 classes d'élémentaires ainsi qu'un périscolaire et un lieu de restauration scolaire. Le jury de concours a eu lieu le 13/09/2019 et la remise des offres est prévue pour le 24 mars 2020.

## E. La structure financière de la Ville de Bischheim en 2018 et 2019

Le potentiel financier\* de 2019 reste faible et classe Bischheim en 9<sup>ème</sup> position (8<sup>ème</sup> position en 2018) des communes de l'Eurométropole (sur 33). Les finances communales sont, par conséquent, très sensibles aux apports extérieurs (dotations, subventions).

La situation financière de la collectivité à fin 2018 et 2019 est analysée par les indicateurs suivants :

### 1. L'autofinancement

	2018	2019
Taux d'épargne brute (EB/RRF)	22,41%	20,63%
Taux d'épargne nette (EN/RRF)	12,91%	12,13%
Capacité de désendettement (Encours de dette/EB)	3,5 années	3,5 années
Taux d'endettement (Encours de dette/RRF)	77,92%	72,41%

La situation financière de la Ville de BISCHHEIM à fin 2018 et 2019 laisse apparaître une gestion rigoureuse des finances communales. La Ville peut prévoir un programme d'investissement qui bien calibré, ne détériorera pas la dynamique saine existante.

### 2. La dette

La Ville de Bischheim présente une dette structurelle saine, les caractéristiques de la dette sont les suivantes :

- 12 des 13 emprunts de la Ville sont de type A1 selon la classification Gissler, c'est-à-dire des produits financiers basiques, et comprennent 7 prêts à taux fixe, 6 prêts à taux variable basé sur l'EURIBOR. Un seul produit, avec un capital restant dû de 1 100 610 € est classé en B1.
- Le dernier emprunt a été contracté en 2018, la commune de Bischheim est dans une phase de désendettement.

\* définition voir page 6



## L'évolution de la dette par habitant :

Année	Dette par habitant (€) Bischheim	Strate par habitant	Bischheim/Strate
2012	1248,38	955,00	293,38
2013	1121,19	964,00	157,19
2014	1005,56	958,00	47,56
2015	978,49	944,00	34,49
2016	969,10	918,00	51,10
2017	880,07	893,00	- 12,93
2018	843,24	864,00	- 20,76
2019	816,48	Chiffre non connu	Chiffre non connu

**La Ville de Bischheim s'est désendettée de 34.60% entre 2012 et 2019**  
**Depuis 2017 la dette par habitant est inférieure à la strate.**

Source Collectivités-locales.gouv.fr

## L'encours de la dette

Au 31/12/2019, l'encours s'élève à 14 181 458.64€ soit une dette par habitant de 816.48€ contre 843.24€ à fin 2018.

ENDETTEMENT							
	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
ENCOURS DE DETTE AU 31/12/N	14 181 458 €	12 460 776 €	10 713 236 €	8 937 901 €	7 133 793 €	5 441 538 €	3 935 260 €
ANNUITE DE LA DETTE (capital+interets)	1 895 995 €	1 922 544 €	1 924 873 €	1 928 206 €	1 931 863 €	1 793 551 €	1 579 023 €
	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032
ENCOURS DE DETTE AU 31/12/N	2 695 698 €	1 654 084 €	1 115 639 €	721 131 €	385 462 €	142 901 €	0 €
ANNUITE DE LA DETTE (capital+interets)	1 288 139 €	1 070 796 €	556 437 €	406 681 €	343 062 €	246 358 €	144 134 €

### 3. La capacité de désendettement

Le ratio, exprimé en années, représente la durée théorique que mettrait la commune pour rembourser l'ensemble de son encours de dette si elle y consacrait chaque année la totalité de son épargne brute.

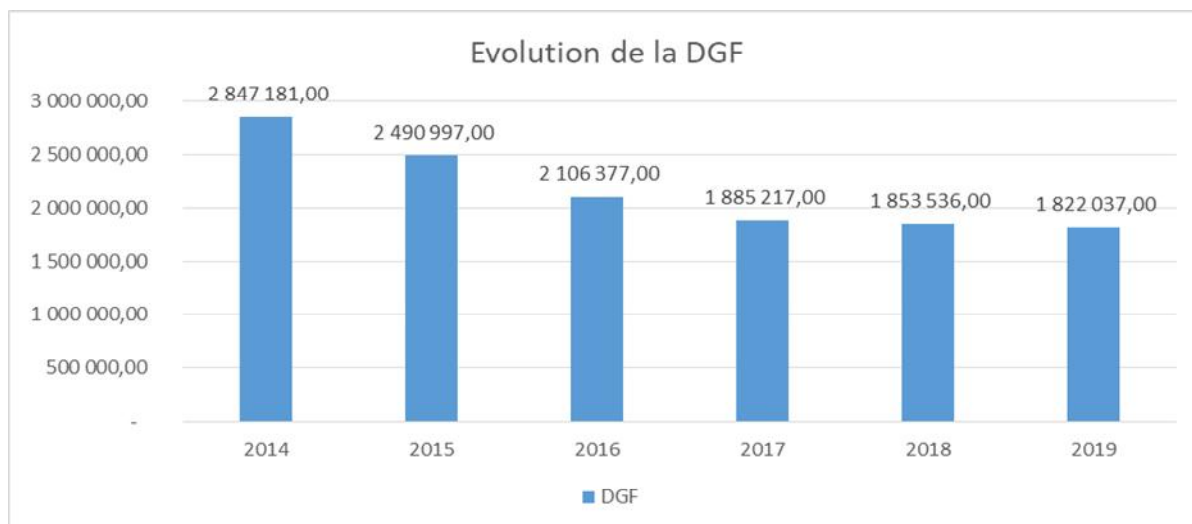
La capacité de désendettement de la Ville s'établit à **3.5 ans fin 2019 identique à 2018**, ce qui est excellent, le seuil d'alerte de la charge de la dette devant être au maximum de 12 ans. Pour rappel, moins de 8 ans zone verte, de 8 à 11 ans zone médiane, au-delà de 12 ans zone rouge.

#### 4. Les ressources structurelles

##### Les dotations issues de l'Etat :

**La Dotation Globale de Fonctionnement (DGF)** est essentiellement basée sur des critères de population et de superficie.

Depuis 2014 la Ville de BISCHHEIM a vu sa dotation globale et forfaitaire (DGF) diminuer de **1 025 144€** et ce, avec une forte accélération à compter de 2015 soit une baisse de **36%**. Pour faire face à cette baisse, des économies de gestion en section de fonctionnement ont été réalisées.

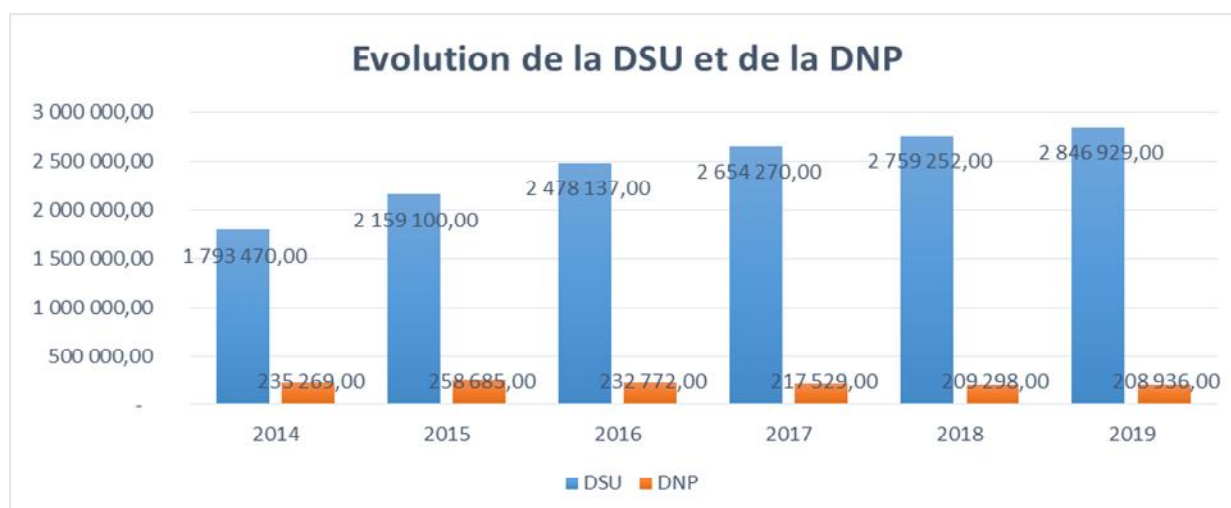


##### **La Dotation de Solidarité Urbaine et de Cohésion Sociale (DSU) et la Dotation Nationale de Péréquation (DNP)**

Contrairement à la DGF qui n'est pas une dotation dite «cible», la DSU et la DNP sont toutes les deux des dotations de péréquation communale réservées aux communes en difficultés. Elles reposent sur des critères de potentiel financier, de nombre de logements sociaux et du revenu moyen des habitants de la commune. Elles bénéficient aux villes dont les ressources ne permettent pas de couvrir l'ampleur des charges auxquelles elles sont confrontées.

Pour Bischheim la DSU a progressé de **1 053 459€** reflet de la fragilité de la population et de l'importance de la politique sociale menée.

La DPN a quant à elle baissé de - 26 333€ depuis 2014.

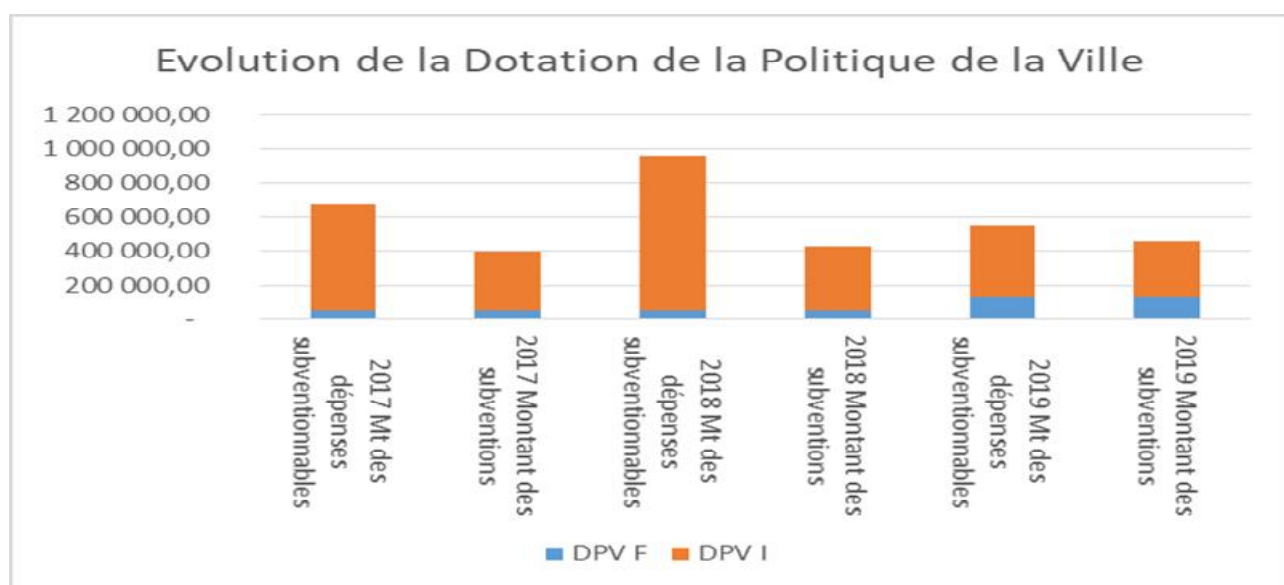


## La Dotation Politique de la Ville (DPV) et la Dotation d'Équipement des Territoires Ruraux (DETR)

**DPV** : Depuis 2017, la Ville est éligible à la dotation de la politique de la ville qui bénéficie aux communes défavorisées et présentant d'importants dysfonctionnements urbains. Cette dotation vise à compléter la logique de péréquation. La DPV repose sur 3 critères, être éligible à la DSU, avoir une proportion de population située en quartiers politique de la ville et avoir fait l'objet d'une convention avec l'Agence pour la Rénovation Urbaine (ANRU).

**Il est toutefois important de rappeler que ces aides ne viennent pas en augmentation directe des recettes mais en compensation des dépenses effectuées par la Ville.**

	2017 Montant des dépenses subventionnables	2017 Montant des subventions	2018 Montant des dépenses subventionnables	2018 Montant des subventions	2019 Montant des dépenses subventionnables	2019 Montant des subventions
DPV F	48 000,00	48 000,00	50 000,00	50 000,00	134 165,00	134 165,00
DPV I	627 507,00	352 000,00	908 497,00	375 000,00	413 923,00	321 449,00
TOTAL	675 507,00	400 000,00	958 497,00	425 000,00	548 088,00	455 614,00



**DETR** : La DETR repose sur des critères relatifs aux conditions démographiques et à la richesse fiscale. Elle vient tout comme la DPV en soutien à l'investissement et ne représente pas une recette complémentaire. Les dépenses sont largement supérieures aux montants des subventions perçues.

	2016 Montant des dépenses	2016 Montant des subventions	2018 Montant des dépenses	2018 Montant des subventions
	Ecole République	Ecole République	Hotel de Ville	Hotel de Ville
DETR	2 908 000,00	300 000,00	5 366 000,00	500 000,00

## **Les subventions Eurométropole Strasbourg**

Les subventions (Fonds de concours pour les salles de spectacles, l'aide au contrat de Ville, le déneigement, l'école de musique, le réseau Pass'relle, la ballastière) sont stables avec pour la 1ère fois en 2019 le versement de 71 744€ d'aide à la programmation culturelle.

## **L'Attribution de Compensation (AC) et la Dotation de Solidarité Communautaire (DSC)**

La fiscalité reversée pour l'AC s'élève à 549 695€ 2019 identique à 2018.

Par contre en matière de DSC le montant passe de 851 518€ en 2018 à 807 758€ en 2019 soit une baisse de plus 5.14% due à l'intégration des 5 communes de la communauté de commune des châteaux.

**L'ensemble des dotations de l'EMS s'élève ainsi à 1 601 039€ pour 2019 contre 1 562 740€ en 2018**

## **Les participations de la CAF**

Partenaire indispensable dans les domaines de l'éducation, de l'enfance, de la petite enfance, de l'espace de vie sociale et de l'animation jeunesse le montant annuel d'aide s'élève respectivement à 759 364€ et 819 243€ pour la Ville et le CCAS soit un total de **1 578 607€** pour 2019.

## **5. La gestion des effectifs du personnel en 2019**

Au 31 décembre 2019, le personnel communal de la Ville de Bischheim compte 305 agents en activité représentant 269.31 « équivalent temps plein », 77 % du personnel est composé d'agents titulaires ou stagiaires.

Le temps de travail maximum est de 35 heures par semaine. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2019, la Ville de Bischheim est en conformité sur ce point. Le régime de congés et de RTT est adapté en conséquence.

Outre un emploi fonctionnel (DGS), le personnel communal se répartit comme suit, emploi permanents et non permanents confondus :

- Filière administrative : 52 agents (49 titulaires et 3 non titulaires)
- Filière technique : 89 agents (82 titulaires+ 7 non-titulaires)
- Filière sociale : 40 agents (38 titulaires + 2 agents contractuels)
- Filière médico-sociale : 17 agents (11 titulaires + 6 contractuels)
- Filière culturelle : 35 agents (22 titulaires et 13 non titulaires)
- Filière animation : 48 agents (27 titulaires et 21 non titulaires)
- Filière sportive : 1 agent (titulaire)
- Filière police : 4 agents titulaires
- Autre emplois (contrats aidés, vacataires et contrats de droit privé) : 5 agents
- Assistants maternelles : 14 agents en CDI
- Chômeurs : 16 agents

La moyenne d'âge du personnel communal se situe à 44.54 ans.

Au 31 décembre 2019, 6 agents bénéficient d'un logement de fonction.

## **II. Orientations budgétaires 2020**

- Le transfert de la petite enfance du CCAS vers la Ville va se faire ressentir en année pleine dans le budget primitif 2020, ce qui de fait entraîne une hausse des charges à caractère générale mais également une hausse des charges de personnel.
- La réforme de taxe d'habitation va forcément entraîner des mécanismes de péréquation non définis à ce jour. Afin de garantir aux communes le produit de la perte de la taxe d'habitation, l'Etat a mis en place un coefficient correcteur. Il est de 1.3078280181 pour Bischheim en 2020, mais le coefficient définitif ne sera pas connu avant 2021.
- Pour 2020, le coefficient de revalorisation des valeurs locatives soumises à la taxe d'habitation est de 0.9% et de 1.2% pour les valeurs locatives soumises à la taxe du foncier bâti et du non bâti.

### **A. Premier principe : Poursuivre les efforts entrepris sur la section de fonctionnement**

Depuis 2014, la volonté de la Municipalité porte sur la réalisation d'économies au titre du fonctionnement en dégagant des marges pour continuer à assurer les missions de service du public et conserver sa capacité à investir.

Pour rappel, en 2019, les efforts avaient été réalisés au niveau de :

- La réorganisation des services avec le transfert du CCAS vers la Ville au 01/06/2019 de l'ensemble des structures de petite enfance
- La gestion de la masse salariale, suivi des heures supplémentaires, remplacement non systématique suite à un départ en retraite.

Par conséquent, il conviendra de poursuivre les efforts entrepris à savoir :

- Continuer l'organisation des services en intensifiant la Gestion Prévisionnelle de l'Emploi et des Compétences (GEPEC).
- Stabiliser la masse salariale par notamment :
  - Analyse des besoins lors d'un départ en retraite,
  - Mise en place d'un quota d'heures supplémentaires, géré par chaque responsable de pôle,
  - Maintien du nombre de saisonniers.
- Affiner le suivi des prestations extérieures.
- Renforcer la maintenance préventive des bâtiments communaux.
- Réaliser des actions en faveur des économies d'énergie.

### **B. Second principe : Optimiser les recettes réelles de fonctionnement**

L'optimisation des recettes doit être un objectif partagé et recherché par l'ensemble des acteurs de l'administration. Ils doivent chercher et mobiliser des financements extérieurs par l'intégration des programmes d'action de la Ville aux politiques des partenaires (Etat, Région, Département et Eurométropole de Strasbourg).

La systématisation des demandes de subventions devient la règle et l'obtention des subventions conditionne la réalisation des projets.

**C. Troisième principe : Moderniser les équipements communaux afin de réaliser des économies de gestion et offrir aux habitants des équipements et des services fonctionnels**

La réalisation du Guichet Unique répond parfaitement à cet objectif et après quelques mois d'utilisation par la population un premier bilan peut être dressé :

- Harmonisation des procédures dans un souci de simplification, de cohérence et de rationalisation des services,
- Création de nouveaux services à la population,
- Diffusion de l'information plus précise et plus complète concernant les diverses démarches administratives,
- Modernisation du site internet entièrement repensé en intégrant une logique "serviciel",
- Dématérialisation des démarches : élargissement du bouquet de services sur [www.service-public.fr](http://www.service-public.fr) : pacs, urbanisme et recensement jeune. Création de l'espace famille, prise de rendez-vous en ligne, affichage légale...
- Accueil plus personnalisé et plus confidentiel
  - mise en place d'un espace autonomie avec poste en libre-service
  - possibilité d'accompagnement pour les démarches en mairie
  - mise à disposition d'une cabine photographique
  - élargissement de la plage d'accueil du public de 37h30 à 45h pour mieux répondre aux besoins des citoyens.

### **III. Proposition de stratégie budgétaire pour 2020**

L'année 2020 s'annonce comme une année de transition au regard des élections municipales. Les indicateurs financiers à fin 2019 évoqués plus haut démontrent une saine gestion des finances, des investissements pourront être réalisés et les orientations budgétaires que l'on vient d'évoquer peuvent se traduire comme suit.

#### **La maîtrise des charges de fonctionnement : Evolution entre BP 2019 et projet de BP 2020**

**Les charges à caractère général**, conformément à la note de cadrage pour la préparation budgétaire 2020, les charges à caractère général baissent de - 3.35% par rapport au Budget 2019.

**Les autres charges de gestion courante** baissent de - 6.88% essentiellement du fait de la baisse de la subvention versée de Ville au CCAS.

**Les charges financières** baissent de -14.72% puisqu'aucun emprunt n'a été contracté en 2019.

**Les charges exceptionnelles** diminuent de - 14.18%.

**Les charges de personnel** connaissent une hausse de + 8.85% qui s'explique de la manière suivante :

- environ 6.81% suite au transfert de la petite enfance en année pleine pour 2020,
- environ 1.00% dû au glissement vieillesse technicité (GVT)
- environ 1.00% suite au recrutement de 3 policiers municipaux courant 2019, en année pleine pour 2020.

#### **Les recettes de fonctionnement : Evolution entre BP 2019 et projet de BP 2020**

**Les produits des services** progressent de + 25.04% tout comme **les dotations et participations** + 11.71% essentiellement dû au transfert de la petite enfance.

La dotation globale de fonctionnement (DGF) a été annoncée comme gelée nationalement mais pour la Ville de Bischheim elle a baissé entre 2018 et 2019 et les montants pour 2020 ne sont pas connus à ce jour.

**Les ressources fiscales** pas d'augmentation des taux d'imposition prévue.

**En conclusion pour la section de fonctionnement, les dépenses réelles évoluent globalement de + 3.75% et les recettes réelles de + 5.88%.**



## Poursuivre les investissements

Les investissements sont le reflet des politiques publiques et des services offerts aux citoyens de Bischheim.

Pour 2020, il conviendra dans un premier temps, d'achever les projets en cours conformément aux délibérations prises :

- Projet Hôtel de Ville pour environ 700 000€ TTC
- Projet AT HOME pour environ 400 000€ TTC
- Programme d'entretien et d'accessibilité des bâtiments communaux pour environ 165 000€ TTC
- Modernisation de l'éclairage public pour environ 100 000€ TTC
- Equipements sportifs et aires de jeux Vita Boucle pour un montant d'environ 280 000€ TTC
- Entretien récurrent des équipements et des bâtiments communaux pour environ 300 000€ TTC
- Acquisitions foncières (ICF et bijouterie Grass) pour environ d'environ 536 000€ TTC

Puis dans un second temps, de réaliser de nouveaux projets :

- Une enveloppe d'environ 180 000€ TTC sera allouée pour démarrer des études de nouveaux projets tels que le Sapin Vert, la rénovation du gymnase du Ried et du gymnase Lamartine ainsi que le groupe scolaire des Prunelliers.
- Une enveloppe d'environ 195 000€ TTC permettra de réaliser des acquisitions foncières
- Une enveloppe d'environ 130 000€ TTC permettra de moderniser l'éclairage public
- Une enveloppe de près de 250 000€ TTC permettra d'entretenir les bâtiments scolaires ainsi que 200 000€ TTC permettront d'entretenir les autres bâtiments publics
- Une enveloppe d'environ 450 000€ TTC permettra de réaliser l'achat de nouveaux équipements et matériel

## Maitriser durablement l'endettement

La poursuite de la politique d'investissement sera en partie financée par des ressources propres de la Ville de Bischheim et en partie par le recours à l'emprunt.

Pour 2020, le recours à l'emprunt devrait se situer à **500 000€**.

Avec un remboursement en capital autour de 1 760 000€, l'encours de la dette atteindra environ 13 000 000€ à fin 2020 contre 14 181 458€ à fin 2019.

## **IV. Plan pluriannuel d'investissement (PPI) 2020/2022**

Comme imposé par la loi NOTRe, il vous est proposé une prospective financière jusqu'en 2022 tenant compte des éléments du CA 2018 et 2019 s'articlant autour des 3 principes énoncés et des indicateurs de pilotage financier que sont, l'épargne brute, l'épargne nette, et la capacité de désendettement.

Pour rappel, une analyse financière rétrospective s'effectue sur la base des comptes administratifs et l'analyse financière prospective cherche à connaître une prévision de comptes administratifs.

En prospective pour 2020-2022, trois objectifs ont été posés :

- 1/ **Maintenir** un taux d'épargne brute minimal à 10%. Ce taux de 10% constitue un socle minimum pour permettre le remboursement des emprunts en cours, tout en conservant des marges de manœuvre pour le financement des investissements futurs.
- 2/ **Dégager** une épargne nette positive. Cet indicateur permettra de mesurer l'épargne disponible pour les investissements après financement des remboursements liés à la dette de la collectivité. Cette valeur doit être supérieure à 0, dans le cas contraire, cela signifie que la collectivité ne dispose plus des marges financières suffisantes pour rembourser sa dette.
- 3 / **Piloter** la capacité de désendettement afin de ne pas dépasser le seuil de 8 ans maximum, premier seuil d'alerte, suivi d'un second, à 10 ans.

### **Les hypothèses retenues pour cette prospective en matière de recettes et de dépenses**

**En matière de recettes**, il n'est pas envisagé d'augmenter les taux des impôts. La fiscalité reversée par l'EMS baisse d'environ - 2.5% par an et les autres impôts baissent de - 2%. Après une hausse de 9.1% entre 2019/2020 (suite au transfert de la petite enfance) les dotations sont maintenues à un niveau identique jusqu'en 2022, tout comme les produits de services qui augmentent de 8.1% entre 2019 et 2020 puis se stabilisent à 1% de hausse jusqu'en 2022.

**Les produits de fonctionnement augmentent globalement sur la période 2020/2022 de 0.29%**

**En matière de dépenses**, après une hausse de 3.9% entre 2019/2020 liée au transfert de la petite enfance, les charges à caractère générale se stabilisent jusqu'à fin 2022. En matière de dépenses de personnel, l'hypothèse est basée sur une politique très volontariste avec une hausse limitée à 0.5 % liée au glissement vieillesse technicité pour 2021 et 2022.

**Les charges de fonctionnement augmentent globalement sur la période 2020/2022 de 0.22%.**

Les résultats de cette prospective restent toutefois très hypothétiques du fait de la réforme de la taxe d'habitation et des indicateurs de pression fiscale qui devront être revus. Le pouvoir de taux ne repose plus que sur la seule taxe foncière, l'autonomie financière des collectivités est sérieusement diminuée et les mécanismes de péréquation des dotations non connus à ce jour ne permettent pas d'avoir une vision à long terme.

## **En matière d'investissement : Autorisation de programme / Crédits de paiement (AP/CP)**

A ce jour il n'y a qu'une seule autorisation de programme en cours d'achèvement. Il s'agit du solde de l'opération hôtel de Ville prévu en crédits de paiement pour le budget 2020 pour montant de 700 000€.

Le plan pluriannuel des investissements devra être affiné durant l'année 2020. Il constitue un outil de pilotage à caractère prospectif soumis à des mises à jour régulières. Cet exercice d'ajustement permanent est rendu d'autant plus indispensable et exige une attention d'autant plus soutenue que les conditions de l'environnement financier des collectivités territoriales sont de plus en plus mouvantes et difficiles à appréhender.

L'analyse prospective vous est présentée ci-dessous.

Aussi, il est proposé au Conseil Municipal de débattre des orientations budgétaires 2020 et suivantes à savoir :

- Dépenses de fonctionnement, charges à caractère général proposition de baisse de 3% entre le BP 2019 et le BP 2020,
- Gestion rigoureuse en matière de gestion prévisionnelle des emplois et des compétences (GPEC),
- Maintien des taux d'imposition,
- Pilotage des ratios fixés dans le cadre de la prospective financière,
- Continuer à investir sur le territoire de Bischheim avec un volume d'environ 4.5 millions par an sur la période 2020-2022 en faveur des Bischheimois.

**PROSPECTIVE FINANCIERE VILLE DE BISCHEIM 2020-2022**

	CA	CA	prévisions de CA:		
	2018	2019	2020	2021	2022
Produits fonctionnement courant stricts (A)	17 662 709	18 740 534	19 318 655	19 345 665	19 374 138
Impôts et taxes (73) (B)	10 814 938	10 943 548	10 915 891	10 931 401	10 948 259
Dotations et participations (74) (C)	5 827 148	6 395 640	6 977 764	6 977 764	6 977 764
Autres produits de fonctionnement courant (70+75) (D)	1 020 623	1 401 346	1 425 000	1 436 500	1 448 115
Atténuations de charges (013) (E)	90 965	136 489	50 000	50 000	50 000
Produits de fonctionnement courant (F)	17 753 674	18 877 024	19 368 655	19 395 665	19 424 138
Produits exceptionnels larges (77) (G)	1 042 651	709 168	6 000	6 000	6 000
Produits de fonctionnement (H)	18 796 325	19 586 191	19 374 655	19 401 665	19 430 138
	2018	2019	2020	2021	2022
Charges fonctionnement courant strictes (I)	14 332 919	15 297 369	16 665 000	16 708 225	16 751 860
Charges à caractère général (011) (J)	3 637 069	3 995 599	4 150 000	4 150 000	4 150 000
Charges de personnel (012) (K)	8 933 543	10 007 522	11 225 000	11 281 125	11 337 531
Charges de gestion courante (65) (L)	1 762 307	1 294 248	1 290 000	1 277 100	1 264 329
Atténuations de produits (014) (M)	0	0	0	0	0
Charges de fonctionnement courant (N)	14 332 919	15 297 369	16 665 000	16 708 225	16 751 860
Charges exceptionnelles larges (O)	8 769	19 188	10 000	10 000	10 000
Charges de fct. hors intérêts (P)	14 341 688	15 316 556	16 675 000	16 718 225	16 761 860
Intérêts dette existante ( 66) (Q)	243 172	229 703	205 000	180 000	155 000
Intérêts dette nouvelle (66) (R)	0	0	0	5 500	27 192
Charges de fonctionnement (S)	14 584 860	15 546 259	16 880 000	16 898 225	16 916 860
	2018	2019	2020	2021	2022
EPARGNE BRUTE (H-S)	4 211 465	4 039 932	2 494 655	2 503 440	2 513 278
EPARGNE NETTE (H-S-T-U)	2 427 419	2 374 781	769 655	720 106	566 254
	2018	2019	2020	2021	2022
Amortissement du capital de la dette existante (T)	1 784 046	1 665 151	1 725 000	1 750 000	1 780 000
Amortissement du capital de la dette nouvelle (U)				33 333	167 024
Remboursement anticipé					
Dép. d'inv hors dette (V) et hors subvention au 204	4 037 680	5 579 960	4 111 982	4 500 000	4 500 000
	2018	2019	2020	2021	2022
Ressources propres d'inv. (RPI) (W)=FCTVA+TLE+TA	853 076	676 529	759 612	774 530	838 180
Subventions yc DGE (X)	701 467	953 237	445 000	1 000 000	1 000 000
Emprunt (Y)	1 100 635	1 200 718	500 000	2 005 364	2 095 566
	2018	2019	2020	2021	2022
Encours de dette au 31/12 (AA)	14 646 182	14 181 458	12 956 458	13 178 489	13 327 030
Capacité de désendettement AA/(H-S)	3,5	3,5	5,2	5,3	5,3